

## Menaces : entre l'imaginaire et le réel

La menace à l'Est ayant disparu — ou étant en tout cas en train de disparaître —, l'Occident, « privé d'ennemi », s'est mis à la recherche de ce qu'il devait craindre désormais.

Il n'est guère surprenant que la compétition soit grande pour proposer l'adoption de nouvelles menaces, ou mieux d'une seule. Chacun sait que c'est en fonction de la reconnaissance officielle d'une menace que se définit l'identité collective, que s'organise la défense, que s'élaborent idéologies et institutions. Quarante ans d'anticommunisme avaient ainsi donné au « monde libre » ses certitudes, sa course aux armements, ses alliances, sa cohésion. Que va-t-il devenir sans cela ?

Il est donc normal que chacun s'affaire à remplir le vide soudain créé par la nouvelle politique de Michaël Gorbatchev depuis 1985. M. Saddam Hussein s'y est sans doute employé depuis le mois d'août dernier. Mais en dépit du fait que la crise du Golfe continue à tenir la vedette dans les médias, le vide n'a pas pour autant été rempli. Le Sommet de la CSCE à Paris a tout de même entériné un Traité de désarmement qualifié d'« historique », et de nouvelles négociations vont permettre d'atteindre des niveaux d'armements et d'effectifs encore plus bas. La crise n'a donc pas arrêté ce mouvement d'ensemble et elle n'est qu'une menace parmi celles que l'on peut évoquer. On continuera à en identifier d'autres...

Or réussir à faire croire à une nouvelle menace, c'est assurer son pouvoir : c'est, suivant les cas, accélérer, ralentir ou renverser la course au désarmement qui vient à peine de s'engager, renforcer nationalismes et particularismes ou développer la supranationalité — à l'échelon régional ou mondial ; c'est orienter dans un sens ou dans l'autre les politiques économiques et de développement ; c'est, en un mot, faire triompher sa conception de la société de demain.

Les tentatives qui sont faites aujourd'hui pour influencer l'identification des menaces appartiennent à deux catégories :

- celles qui continuent à se situer sur le terrain militaire ;
- celles qui proposent une vision nouvelle du problème.

### L'argumentaire sur les menaces militaires

Les arguments de ceux qui considèrent comme naturel de rester sur le terrain militaire suivent deux orientations différentes, mais éventuellement complémentaires.

La première consiste à soutenir que la menace à l'Est n'a pas disparu. Tant que les diverses négociations sur le désarmement ne seront pas arrivées à leur terme et que les traités à signer n'auront pas été appliqués, les arsenaux nucléaires et conventionnels continueront d'exister. Il ne faut donc pas « baisser la garde ». D'autre part la menace venant de l'Est peut être revivifiée sous de nouvelles formes : les troubles que créeront inévitablement le réveil des nationalités et la situation des minorités en Europe de l'Est et en URSS pourraient être contagieux. On n'ose parler de « nouveaux Sarajevo », mais on en évoque la possibilité par des formules vagues<sup>1</sup>. Surtout, l'échec de Michail Gorbatchev, présenté de toutes parts comme de plus en plus probable, en fonction d'analyses tendancieuses sur les difficultés qu'il rencontre en matière de décolonisation et d'économie, pourrait ramener au pouvoir en URSS (ou du moins en Russie) des partisans de la « ligne dure », ce qui rétablirait la situation antérieure à 1985.

La deuxième orientation admet volontiers que la menace à l'Est disparaît, mais insiste alors sur toutes celles qui subsistent, ou qui sont en train de se développer ailleurs, en Chine, au Moyen-Orient ou en Afrique et d'une façon plus générale au Sud, — c'est-à-dire dans l'ensemble des pays du Tiers-monde. On mélange ici le développement des tendances agressives — le terrorisme, l'intégrisme, etc.. — et la prolifération dans les pays du Sud d'armes dangereuses, utilisables contre le Nord : missiles dont la portée, qui dépasse déjà plusieurs centaines de kilomètres,

<sup>1</sup> On qualifie l'Europe, comme l'actuel ministre français de la défense, d'"univers profondément déstabilisé, d'univers à hauts risques". On dit aussi que les frictions entre petits pays "peuvent dégénérer" etc ... (alors que les conditions ne sont pas réunies pour qu'il en aille ainsi).

s'accroît tous les jours, armes chimiques faciles à fabriquer et presque aussi dévastatrices que l'arme nucléaire, bombes nucléaires enfin dans un nombre de plus en plus grand de pays. La crise du Golfe est venue à point pour renforcer ce point de vue.

Cet argumentaire tend bien évidemment à maintenir les appareils militaires existants et le système d'alliances mis au point pendant la période d'opposition Est-Ouest. Il s'agit, pour l'essentiel, d'arguments corporatistes, conduisant à maintenir le montant des budgets militaires ou même à l'augmenter<sup>2</sup>, à poursuivre la course qualitative aux armements, en remplaçant par des armes nouvelles et plus perfectionnées, celles qui pourraient être supprimées ou réduites par les négociations en cours, à conserver et renforcer l'OTAN ou éventuellement à retourner à une conception plus individualiste des « défenses nationales »<sup>3</sup>.

## **L'argumentaire sur les menaces de type nouveau**

Des menaces de type nouveau sont identifiées par ailleurs dans trois directions :

Il est devenu de plus en plus à la mode de parler du « trou de la couche d'ozone » et des émissions de chlorofluorocarbones qui, en transformant les propriétés protectrices de l'atmosphère terrestre, vont conduire au « réchauffement de la planète », à l'élévation du niveau des mers, ce qui entraînera des catastrophes écologiques sans précédent. On reste loin de s'être mis d'accord en ce domaine ni sur la nature réelle de la menace, ni sur le délai dans lequel elle risque de se manifester, ni sur les solutions collectives qui pourraient lui être apportées. Des législations sur l'environnement et des conventions internationales sont sans doute mises au point, mais devant l'ampleur des cataclysmes ainsi prédits, aucun grand plan d'action international, assorti de dispositions institutionnelles et de ressources financières suffisantes, n'a encore vu le jour. Les divergences sur ce qu'il conviendrait de faire restent considérables et la volonté de faire quelque chose de sérieux est loin d'exister.

D'une façon plus générale, on traite aussi volontiers du besoin d'une « nouvelle conception de la sécurité ». La notion d' « interdépendance » économique et écologique a fait son chemin dans les esprits. D'où l'idée que la notion de sécurité doit inclure la défense contre tous les risques qu'ils concernent l'économique, le social, l'environnement, la drogue, le sida ou autres maladies, les conséquences possibles des difficultés du Tiers-monde, y compris la dette, les migrations, la contagion des troubles politiques, le terrorisme et le reste.

L'idéologie que convoient ces analyses est vaguement internationaliste : si la recherche est louable, elle ne débouche guère pour l'instant sur des conclusions précises et cohérentes, et beaucoup de chemin reste à faire pour que cet idéalisme inspire les réactions de l'opinion publique et des gouvernements.

En revanche, parmi les diverses menaces non militaires, celle d'un développement rapide et éventuellement catastrophique des migrations du Sud vers le Nord est, au moins dans certains pays européens, de plus en plus prise au sérieux. Mais l'utilisation ou l'exploitation politique qui en est faite va dans deux directions radicalement opposées :

- la première, et la plus visible, est l'exploitation nationaliste, à tendance raciste et fascisante : elle utilise l'épouvantail d'une invasion du Nord par les masses pauvres du Sud pour prôner une politique de résistance par tous moyens à ce danger : mesures policières sévères contre les immigrés, rapatriement forcé de tous les clandestins, et plus généralement défense des « valeurs traditionnelles » et du chauvinisme par des conceptions et des méthodes politiques qui rappellent de mauvais souvenirs.
- la deuxième se manifeste seulement par l'inquiétude et le désarroi devant l'ampleur du phénomène, les risques de désintégration sociale qu'entraînerait un afflux massif et non contrôlé de nouveaux immigrants pauvres et de culture différente, et les risques de développement du racisme et du fascisme en réaction contre cet afflux. L'inquiétude à cet

<sup>2</sup> Par exemple dans la revue française Défense nationale, novembre 1989, sous la plume de Henri Paris: "pour l'établissement des plans pour l'an 2000, le niveau des ressources qui peut être affecté (aux forces armées françaises) devra continuer à se situer à quelque 3,8% du PIB".

<sup>3</sup> Cf. notamment livre de Régis Debray, Tous azimuts, Ed. Odile Jacob, Paris, 1989.

égard est tempérée toutefois par l'hypothèse -pourtant hasardeuse- qu'il est possible par des mesures appropriées à la fois de mieux « intégrer » les immigrants présents et de stopper les flux migratoires. On se trouve donc ici devant une menace qui a commencé à se matérialiser, et qui fait peur, mais dont on se refuse à croire qu'elle puisse se développer sans rester sous contrôle.

## Les critères d'identification

Cette prolifération d'argumentaires sur les menaces possibles, réelles ou imaginaires, contribue à l'incertitude qui règne aujourd'hui sur la manière dont les pays riches occidentaux devraient assurer leur sécurité. Or cette incertitude est en elle-même dangereuse et comporte deux risques complémentaires :

- celui d'un faux imaginaire, qui conduit à des dépenses inutiles, à des pertes d'efficacité, à des retards dans le développement social ;
- celui de la non-identification des menaces réelles qui n'attendent pas pour se manifester d'avoir été reconnues.

L'histoire du comportement des démocraties occidentales devant les phénomènes qui annonçaient la « montée des périls » dans les périodes qui ont précédé la Première et surtout la Deuxième Guerre mondiale est une illustration du type d'aveuglement qui peut frapper une société en ce domaine : refus obstiné d'écouter les Cassandres qui pourtant dénonçaient le danger, refus aussi par manque de courage d'appliquer les remèdes qui auraient pu les prévenir. Pour faire aujourd'hui le tri entre l'imaginaire et le réel, il faut appliquer une analyse critique différente pour les domaines militaires et non militaires.

## Critiques de l'imaginaire militaire

En Occident, nous appartenons à une société dans laquelle les menaces de type militaire sont en train de diminuer considérablement, et nous pouvons même aujourd'hui concevoir une société dans laquelle ce type de menaces aurait disparu. Une observation objective de la situation permet assez aisément de démontrer ce phénomène. Mais il s'agit là d'un tel renversement de la conception traditionnelle des sociétés, d'un tel bouleversement de structures mentales constituées autour des leitmotifs de la sagesse des nations — " si tu veux la paix, prépare la guerre", « il y aura toujours des guerres » etc. — que la majorité des esprits se refuse à y croire.

Une percée décisive a pourtant été faite depuis 1985 — ouvrant la voie à un type de société où les armées pourront devenir inutiles. Le renversement de la course aux armements dans le sens de leur réduction ou de leur suppression n'est pas un simple phénomène conjoncturel, et l'idée de « mesures de confiance » puis de « mesures de contrôle » qui a commencé d'être mise en application dans les négociations de la CSCE, puis de la CDE<sup>4</sup>, n'est pas une idée fortuite. Ces phénomènes ne sont pas seulement les produits d'un changement politique à l'Est, qui pourrait demain changer à nouveau dans une autre direction. En fait le changement à l'Est, les débuts de désarmement, la recherche et la mise au point de nouvelles méthodes pour garantir la sécurité en supprimant la possibilité même de menaces militaires de part et d'autre sont des expressions différentes de la volonté profonde des peuples du monde post-industriel.

Ce monde tient à jouir en paix d'un certain type d'existence et les conflits qui l'intéressent se livrent ailleurs que sur les champs de bataille. Il s'agit d'une novation considérable et que nous avons du mal à admettre, tant nous sommes habitués à considérer la guerre comme un mal inhérent à la nature humaine. Il est pourtant clair que dans un monde en train de s'unifier idéologiquement, qui recherche avant tout la prospérité économique, et où les armes sont devenues si puissantes qu'il n'est plus possible de s'en servir sans détruire la civilisation, l'idée même de la guerre est devenue absurde. La disparition de l'opposition Est-Ouest a enfin rendu sa logique à

---

<sup>4</sup> Conférence sur le Désarmement en Europe, conférence spéciale, reliée à la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), qui s'est réunie de janvier 1984 à septembre 1986, et dont une nouvelle phase s'est ouverte à Vienne le 6 mars 1989. Cf. notamment l'étude de V.Y. Ghébali sur La diplomatie de la détente, la CSCE 1973- 1989, Ed. Bruylant, Bruxelles, 1989.

l'ère nucléaire : la logique de l'impossibilité de la guerre, contenue dans l'impossibilité d'utiliser les armes atomiques, qui s'était timidement manifestée au cours des années 1970 avec les premiers accords de « maîtrise des armements »<sup>5</sup>, s'est soudain développée librement.

On a ainsi découvert que l'enjeu des négociations nucléaires ou conventionnelles était la disparition des menaces et non leur simple réduction ; et qu'il était possible d'y arriver en décidant de « faire disparaître (en Europe) — la capacité de lancer des attaques-surprises et d'engager une offensive “à large échelle”<sup>6</sup> ou en se donnant pour objectif d’“accroître la stabilité stratégique en réduisant des deux côtés le nombre des armes capables de détruire des objectifs militaires renforcés, au cours d'une première frappe”<sup>7</sup>.

En d'autres termes, on a finalement mis au point, bien qu'on s'en défende, ou qu'on n'en parle qu'avec réticence en Occident, les méthodes qui rendent possible un “nouveau système de sécurité”<sup>8</sup>. C'est-à-dire d'un système dans lequel un ensemble de mesures d'inspection réciproque, de contrôle, de confiance, de contrainte rendraient les forces armées de chaque pays -réduites au surplus par les mesures de désarmement- pratiquement inutilisables dans la zone concernée ; un système où en définitive le contrôleur remplacerait le soldat<sup>9</sup>.

Il est évident que des résistances farouches s'opposent à cette révolution. Il est évident aussi que briser ces résistances brutalement — en allant trop vite, en licenciant trop de militaires — serait dangereux parce qu'elle risquerait de rejeter vers une opposition de type ultranationaliste et fasciste un nombre important de cadres militaires ou plus généralement d'esprits formés à une autre philosophie que celle qu'on leur propose aujourd'hui.

Il reste qu'il s'agit d'un enjeu intellectuel et politique fondamental, parce que, suivant l'attitude positive ou négative qui sera adoptée par les gouvernements, la durée et les conditions de cette révolution peuvent changer considérablement (sans qu'il soit exclu qu'elle soit définitivement compromise). Ce qui est certain, c'est que continuer à orienter les efforts de défense vers la réponse à des menaces militaires serait l'erreur majeure que pourraient commettre aujourd'hui les pays occidentaux, tout simplement parce que les vraies menaces sont ailleurs.

### **Analyse des menaces non militaires**

Les menaces non militaires commencent à atteindre aujourd'hui leur seuil de crédibilité. Il suffit d'en constater les signes avant-coureurs qui se développent très vite pour commencer à percevoir la “montée des périls”. Il suffit par ailleurs de porter quelque attention aux données objectives et connues pour être convaincu que les conditions d'une catastrophe majeure sont réunies. De bons esprits ne se font pas faute de le rappeler<sup>10</sup>, et pourtant personne n'est véritablement inquiet parce que le risque dénoncé paraît se situer dans un avenir indéterminé. Chacun sait pourtant que la population de la planète, qui est déjà passée de 2,5 milliards d'individus en 1950 à 5 milliards en 1987, augmente aujourd'hui de 100 millions par an et va à peu près doubler encore d'ici 2025, pendant que le milliard d'habitants des pays riches ne s'accroîtra

---

<sup>5</sup> Les premiers accords de "maîtrise des armements" entre les deux Grands sont: SALT I (traité ABM, Antibalistic Missile,) de 1972 et SALT II de juin 1979.

<sup>6</sup> Extrait du mandat donné aux négociateurs FACE 1 (Forces armées conventionnelles en Europe) dont les travaux ont commencé à la même date que la nouvelle phase de la CDE, le 6 mars 1989 à Vienne.

<sup>7</sup> Extrait d'un article publié dans la revue Foreign Affairs par l'ex Président Nixon en février 1989, sur les objectifs qu'il conviendrait de donner aux négociations START (armements stratégiques).

<sup>8</sup> La notion de nouveau "système de sécurité" a été proposée par Michail Gorbatchev dès 1986 sous l'appellation de "système complet de paix et de sécurité". Cette proposition a été reçue avec méfiance par les chancelleries occidentales. Mais la mise au point de mesures de contrôle et de contrainte de plus en plus nombreuses et sophistiquées aboutit à construire progressivement un tel système entre les Etats-Unis, l'Europe et l'URSS.

<sup>9</sup> L'ensemble des mesures qui existent déjà comprend aujourd'hui des échanges d'informations détaillées, des mécanismes de surveillance et d'inspection ("moyens techniques nationaux" -observation par satellite-, inspections in situ, inspections par défi, "étiquettes", présence d'observateurs aux manoeuvres, "cieux ouverts", limitations numériques pour les manoeuvres, etc ...). Les échanges d'information prévus atteignent un degré de précision qui permet d'avoir une connaissance du dispositif militaire adverse qu'aucun système d'espionnage n'aurait jamais permis d'obtenir. Or ces informations sont exactes, parce que vérifiables et vérifiées en permanence.

<sup>10</sup> Cf. les publications des Nations Unies (division de la population) ; voir aussi Le Monde Diplomatique mai 1990, dossier sur "démographie, développement et démocratie", articles de Claude Julien, Jacques Vallin, Susan George, Léon Tabah, etc ...

pas. Chacun sait enfin que les masses pauvres tendent à s'entasser rapidement dans des villes et des métropoles géantes de 5 à 30 millions d'habitants, et que les capacités révolutionnaires y seront plus grandes qu'à la campagne. Or à cette pression physique s'ajoute :

- que la distance qui sépare le niveau de vie des pauvres, entre 50 et 200 fois en moyenne moins élevé que celui des riches <sup>11</sup>, a tendance à s'accroître ;
- que le développement de l'information, de la circulation des idées et de l'éducation rend une partie croissante de ce prolétariat planétaire à même de mesurer ces différences, de se persuader que les grands principes des droits de l'homme, y compris les droits "économiques et sociaux" doivent être appliqués partout, enfin de mieux connaître et de mieux envier la richesse des riches.

La combinaison de ces facteurs ne peut évidemment que déboucher sur la certitude que, bien avant que soient atteints les chiffres de population mentionnés ci-dessus, ces masses se mettront, d'une manière ou d'une autre, en mouvement. Les migrations Sud-Nord actuelles ne sont que les signes avant-coureurs de mouvements beaucoup plus vastes qui, si rien n'est fait dès maintenant pour fournir à ces peuples prolétaires des raisons de rester chez eux, seront absolument irrésistibles.

Il suffira que quelques troubles sociaux et politiques se produisent en Afrique du Nord, au Mexique ou dans quelques pays d'Amérique latine, pour qu'au rythme actuel d'immigration de quelques centaines de mille par an, succèdent quelques vagues de plusieurs millions de réfugiés politiques, d'immigrants clandestins ou de "boat people", -provoquant ainsi en Europe ou aux États-Unis des situations dramatiques auxquelles les gouvernements ne sont pas préparés à faire face. La forme que revêtiront ces invasions pacifiques importe peu, et il est inutile d'inventer des scénarios <sup>12</sup>. Ce qui compte c'est le nombre, la soudaineté, l'énorme différence de niveau économique et culturel avec les pays d'accueil, et le fait qu'il n'y aura aucun moyen de refuser l'entrée, sauf à recourir au génocide.

Les illusions qui sont actuellement entretenues au sujet de la possibilité de contrôler les frontières, ou de dominer les problèmes d'immigration tiennent au fait que les expériences passées en ce domaine ont toujours été positives. Or, les problèmes qu'ont eus à résoudre jusqu'ici soit les pays d'immigration traditionnelle (États-Unis, Canada, Australie...), soit les pays européens plus repliés sur eux-mêmes concernaient soit des pays qui avaient des besoins de main-d'œuvre et de population, soit des vagues d'immigrants appartenant à la même culture que les pays d'accueil. Ce sont des situations radicalement différentes que l'on aura à affronter demain, et leurs effets, dus essentiellement à l'impossibilité d'intégrer économiquement et culturellement les millions de nouveaux venus, sont imprévisibles. Ils risquent de s'appeler inadaptation, insécurité, anarchie, construction d'énormes camps que l'on ne pourra plus garder, et surtout peur et réactions négatives.

Or si le "seuil de tolérance" -expression de plus en plus utilisées par la classe politique de droite ou de gauche <sup>13</sup>— est brutalement dépassé, ce sont bien les réactions des pays "envahis" qui risquent d'être le phénomène le plus redoutable : l'autoritarisme puis le fascisme, auquel les possédants se rallieront en croyant y trouver la réponse, accompagneront la désintégration rapide des structures sociales sous l'afflux massif de populations inadaptées. Les deux phénomènes ont toutes chances d'être concomitants ; il n'y aura même pas d'alternative.

On peut aussi imaginer ce qui se passerait si les prévisions relatives au réchauffement de la planète commençaient de se manifester et si des dizaines de millions d'habitants des deltas et des régions côtières étaient forcés de déménager sous l'influence du relèvement du niveau des mers.

---

<sup>11</sup> Le PNB par habitant des pays les plus pauvres est estimé à environ 200\$, celui des pays les plus riches à environ 20.000\$, ce qui donne un écart de 100. Mais il s'agit de chiffres moyens et il y a aussi d~s riches dans les pays pauvres (et réciproquement). Il faut ajouter qu'aux migrations Sud-Nord, risquent de s'ajouter maintenant les migrations Est-Ouest: la différence des niveaux de vie entre les pays de l'Est et l'Europe occidentale est d'environ 1 à 4, et les perspectives de chômage massif, dues à l'introduction de l'économie de marché, créeront aussi inévitablement une pression migratoire très considérable.

<sup>12</sup> Cf. Le Monde Diplomatique juin 1990: Jacques Decornoy "du péril jaune à la science fiction contemporaine" ; Cf. aussi Jean Raspail, Le camp des saints, nouvelle édition, Robert Laffont, Paris, 1985.

<sup>13</sup> L'expression utilisée en France par les partis de droite a été reprise récemment par le Président de la République et par le Premier ministre.

La logique de la société post-industrielle, qui est celle des pays riches, est de fonctionner au niveau mondial, sur le plan de la production et des communications avec les sociétés transnationales, le marché financier permanent, de Londres à New-York et à Tokyo, et tout ce qu'on appelle aujourd'hui l'"interdépendance". Cette logique, renforcée par l'idéologie des droits de l'homme, conduit tout droit à l'intégration économique, sociale, et finalement politique : les riches et les pauvres sont maintenant « dans le même bateau ».

Cette intégration planétaire qui a commencé avec les grandes découvertes du XVI<sup>ème</sup> siècle, continué avec la constitution des empires coloniaux, puis le développement du marché mondial, l'explosion des communications, des transports, des mouvements de tous ordres à l'échelle planétaire ne peut maintenant empêcher la libéralisation générale des mouvements de personnes. En fait l'accroissement pratiquement inévitable des migrations Sud-Nord (dont nous constatons déjà les premiers effets) n'est que l'un des aspects de la dernière phase de cette intégration. Mais l'on se refuse à utiliser ce mot, pour bien montrer que l'on croit encore que si les nations doivent désormais tenir compte de tout ce qui se passe ailleurs, elles gardent le contrôle de leur territoire, à l'abri de frontières sûres, qui ne laissent encore passer que les pluies acides et les idées, mais non les personnes dont elles ne veulent pas.

Cette illusion et le refus de mesurer les conséquences prévisibles de phénomènes observables ne peuvent que déboucher sur un cataclysme d'une ampleur inconnue, si rien n'est fait pour le prévenir, l'accélération non contrôlée de l'intégration conduisant en fait à la désintégration.

Les chances de voir reconnaître ce danger à temps pour que l'on puisse définir les méthodes pour le prévenir sont faibles. Une identification claire de ce risque majeure dérange très sérieusement les intérêts à court terme et les habitudes d'esprit dans les pays développés. Comme dans les autres « montées des périls », la rapidité des événements risque donc de dépasser la mise en place de la capacité de les empêcher.

Les réponses qu'il faudrait apporter dès maintenant pour éviter la poursuite du mouvement consisteraient en effet d'abord à faire l'effort nécessaire notamment économique et financier pour combler rapidement la distance qui sépare les riches des pauvres, pour au moins donner aux pauvres l'espoir qu'ils pourront résoudre sur place leurs problèmes. Ceci signifie que bien au-delà des digues dérisoires actuellement établies pour arrêter le flot, il faudrait prélever sur le PNB des pays riches un pourcentage au moins égal à celui qui est aujourd'hui consacré aux dépenses militaires. Si l'on compare les chiffres d'aide publique aujourd'hui accordée aux pays en développement (0,35 % des PNB), aux chiffres ainsi évoqués (entre 4 et 10 %) ceci signifierait une multiplication par 10 ou 20 de l'effort actuel. Il s'agirait donc de transférer l'effort consenti à la défense de type militaire vers la défense contre les menaces réelles (ce qui donnerait au slogan « désarmement-développement », qui faisait partie il y a quelques années de la langue de bois des organisations internationales, un sens réel).

Il faudrait au surplus, pour être efficace, que cette aide soit négociée (par exemple par des méthodes comparables à celles que l'on a utilisées dans les négociations CSCE)<sup>14</sup>. Il faudrait enfin que l'on songe pour l'administration de l'économie mondiale à repenser la philosophie du développement économique au niveau mondial et à réformer complètement ou à remplacer les institutions mondiales impuissantes dont nous disposons aujourd'hui.

Ceci signifie qu'il faudrait adopter une nouvelle conception d'ensemble de la société planétaire où la notion d'universalité prendrait un sens : ceci représente une reconversion équivalente à l'invention d'une nouvelle culture fondée sur la mise en œuvre réelle des valeurs que nous reconnaissons aujourd'hui...

Il n'y a à tout cela rien d'impossible.

Il reste qu'il est tout à fait vraisemblable qu'on ne le fera pas, ou qu'on ne le fera pas à temps, parce que l'attention se porte ailleurs et que notre société quiétiste semble manquer d'imagination.

**Maurice Bertrand**

---

<sup>14</sup> L'idée d'une Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Méditerranée (ou CSCM, sur le modèle de la CSCE) est développée avec de plus en plus d'insistance en Espagne et en Italie.